

# SEANCE DU 19 FEVRIER 2016

## COMPTE RENDU DU PROCÈS VERBAL

*Quorum :* 6

*Présents :* 6

*Absents :* 5

*Pouvoirs :* 0

*Votants :* 6

L'an deux mil seize, le dix neuf février à 18 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la commune d'Amécourt, légalement convoqués le dix février deux mille seize, se sont réunis à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Alain BÉAL, Maire,

### Etaient présents :

BEAL Alain  
DESCHARLES Arnaud  
DE GROOTE Christian  
BLANQUET Jean-Marie  
DOYEN Cyril  
TAUPELET Roger

### Absents :

DOLE Guillaume  
DRIEUX Xavier  
DENEL Delphine  
GERMOND Gwendolyn  
VINCENT Pascal

### Personnes Extérieures :

M. LETAILLEUR Serge

### Secrétaire de séance :

Arnaud DESCHARLES

## Sommaire de la séance du 19 Février 2016 :

- 
- 1 - Approbation du compte-rendu du 19 novembre 2015
- 
- 2 - Participation Mariage Hors commune
- 
- 3 - Répartition du principe du FPIC 2016
- 
- 4 - Avenant à la convention sur l'entretien courant des trottoirs et accotements - Traitement Phyto
- 
- 5 - Ouverture anticipée de crédits en cl 2
- 
- 6 - Travaux du SIEGE
- 
- 7 - C d C de Gisors - F.P.U.
- 
- 8 - Participat° Transports Scolaires
- 

---

### QUESTIONS DIVERSES

---

Station de Pompage

---

Référent de la Salle des Fêtes

---

Voisins Vigilants

---

Contrat de travail saisonnier

---

### Délibérations n° :

- 1/2016      *Participation financière mariage hors commune*
- 2/2016      *Répartition F.P.I.C. 2016*
- 3/2016      *Cdc de Gisors - Traitement Phyto*
- 4/2016      *Ouverture anticipée de crédits en cl 2*
- 5/2016      *Travaux du SIEGE*
- 6/2016      *C d C de Gisors - F.P.U.*
- 7/2016      *C d C de Gisors - Transports Scolaires*

## 1 - APPROBATION DU COMPTE RENDU DU 19 Novembre 2015

Le Conseil Municipal après avoir pris connaissance du compte rendu du 19 novembre 2015.

APPROUVE à l'unanimité le dit compte rendu.

## 2 - ANNULATION DELIBERATION N° 29/2015 : PARTICIPATION MARIAGE HORS COMMUNE

Par délibération n° 29/2015 prise lors du conseil municipal le 19 novembre 2015, il a été décidé de fixer un tarif pour la participation aux frais administratifs pour les personnes extérieures voulant se marier dans notre commune.

Vu l'article 74 du Code Civil prévoyant que « le mariage sera célébré, au choix des époux, dans la commune de l'un d'eux, ou l'un de leurs parents, aura son domicile ou sa résidence établie par un mois au moins d'habitation continue à la date de la publication prévue par la loi » ;

De plus, dans la mesure où l'organe délibérant d'une collectivité ne dispose pas de pouvoir créateur en matière de taxe et de redevance, il ne nous est pas possible d'instaurer une redevance pour la célébration d'un mariage, qui n'est prévue dans aucun texte.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE D'ANNULER LA DELIBRATION N° 29/2015 du 19/11/2015

ADOpte à l'unanimité, la présente délibération.

*Délibération 1/2016*

## 3 - F.P.I.C. : REPARTITION DE PRINCIPE DU FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES AU TITRE DE L'ANNEE 2016 FIGE A 2015 POUR LES COMMUNES

Vu l'article 144 de la Loi de Finances initiale pour 2012 ayant institué un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal afin de réduire les disparités de ressources entre les collectivités territoriales ;

Vu les articles L.2336-3 et L.2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales expliquant le fonctionnement du FPIC ;

Considérant l'évolution du FPIC depuis sa mise en place en 2012 :

Communes	Reversement de droit commun 2012	Reversement de droit commun 2013	Reversement de droit commun 2014	Reversement de droit commun 2015
AMECOURT	857 €	2 421 €	3 654 €	4 837 €
AUTHEVERNES	1 458 €	3 543 €	5 139 €	7 320 €
BAZINCOURT SUR EPTÉ	3 742 €	8 343 €	13 648 €	19 736 €
BERNOUVILLE	865 €	1 522 €	2 258 €	2 880 €
BEZU SAINT ELOI	5 237 €	13 390 €	22 307 €	30 114 €
DANGU	1 971 €	4 474 €	7 029 €	9 603 €
GISORS	35 097 €	72 773 €	109 123 €	141 483 €
GUERNY	496 €	793 €	1 158 €	1 484 €
HEBECOURT	3 445 €	7 928 €	11 945 €	15 302 €
MAINNEVILLE	2 286 €	5 416 €	8 239 €	10 592 €
MESNIL SOUS VIENNE	808 €	1 613 €	2 431 €	3 330 €
NEAUFLES SAINT MARTIN	6 404 €	14 802 €	22 487 €	29 630 €
NOYERS	771 €	1 221 €	1 772 €	2 160 €
SAINT DENIS LE FERMENT	2 244 €	5 211 €	8 108 €	10 902 €
SANCOURT	933 €	2 203 €	3 346 €	4 451 €
VESLY	3 490 €	8 017 €	12 495 €	16 429 €
CDC Gisors-Epte-Lévrière	25 868 €	66 512 €	101 368 €	135 648 €
	<b>95 972 €</b>	<b>220 182 €</b>	<b>336 507 €</b>	<b>445 901 €</b>

Considérant que la note explicative de la Préfecture indiquant les montants et modalités de répartition devrait être reçue début juin 2016 ;

Considérant les 3 possibilités de répartition suivantes :

- Conserver la répartition « de droit commun » :

qui sera proposée dans la note explicative reçue début juin

- Opter pour une répartition « à la majorité des 2/3 » :

La répartition s'opère entre les communes seulement, le montant attribué à l'EPCI ne change pas.

Dans ce cas, la répartition doit prendre en compte au minimum les 3 critères suivants :

- la population,
- l'écart entre le revenu par habitant des communes et le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal,
- le potentiel fiscal ou financier des communes, comparé au potentiel fiscal ou financier moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI.

A ces 3 critères obligatoires peut s'ajouter tout autre critère complémentaire de ressources ou de charges choisi par le conseil communautaire. Le choix de la pondération de ces critères vous appartient.

Cette répartition doit être adoptée à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI avant le 30 Juin 2016.

*Opter pour une répartition « dérogatoire libre »*

Dans ce cas il appartient au conseil communautaire de définir totalement la nouvelle répartition du reversement, suivant ces propres critères, aucune règle particulière n'est définie.

Cependant pour cela, des délibérations concordantes adoptées à la majorité des 2/3 du conseil communautaire et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres prises à la majorité simple nécessaire avant le 30 Juin 2016.

Ce qui signifie que si une seule commune vote « contre », s'abstient de délibérer ou délibère après le 30 juin, la répartition libre ne pourra pas s'appliquer, et c'est la répartition de droit commun qui s'appliquera.

Considérant que dans le Projet de Loi de Finances, le montant du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) reste fixé à 1 milliard d'euros en 2016, [comme dans le texte initial](#), ce qui représente une progression de 220 millions d'euros par rapport à 2015 ;

Vu les réunions tenues les 3 et 10 novembre 2015 entre le Président et les Vice-Président(e)s et ayant fixé cette orientation budgétaire de figer les montants du FPIC 2016 reversés aux communes, aux montants perçus par ces dernières en 2015 ;

Considérant la nécessité d'inscrire au budget 2016 de la Communauté de communes des recettes de FPIC supplémentaires, en ayant la certitude que le vote dans toutes les communes sera favorable ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 24 Novembre 2015 ;

Vu la délibération N°2015118 du Conseil communautaire en date du 15 décembre 2015 qui valide le principe de figer pour les communes le FPIC 2016 aux montants attribués en 2015 ;

Compte tenu de ces éléments ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la répartition dérogatoire libre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales 2016 ci-dessous :

Communes	Reversement libre
AMECOURT	4 837 €
AUTHEVERNES	7 320 €
BAZINCOURT sur EPTE	19 736 €
BERNOOUVILLE	2 880 €
BEZU-ST-ELOI	30 114 €
Dangu	9 603 €
GISORS	141 483 €
GUERNY	1 484 €
HEBECOURT	15 302 €
MAINNEVILLE	10 592 €
MESNIL SS VIENNE	3 330 €
NEAUGLES ST MARTIN	29 630 €
NOYERS	2 160 €
ST-DENIS-LE-FERMENT	10 902 €
SANCOURT	4 451 €
VESLY	16 429 €
<i>CDC Gisors-Epte-Lévrière</i>	<i>135 648 € + différence entre le FPIC 2015 et le FPIC 2016 pour la Communauté de communes</i>

- D'indiquer que cette délibération est un engagement moral de la commune mais qu'une délibération définitive devra être prise par chacune des communes une fois la notification de FPIC 2016 reçue, soit avant le 30 juin 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

ADOpte à l'unanimité la présente délibération

*Délibération 2/2016*

4 - AVENANT N° 2 A LA CONVENTION CONCERNANT LA VOIRIE COMMUNAUTAIRE ET EN PARTICULIER L'ENTRETIEN COURANT DES ACCOTEMENTS ET DE LEURS ACCESSOIRES TRAITEMENT PHYTO

Vu la compétence de la Communauté de Communes Gisors-Epte-Levrière en matière de voirie, telle que décrite notamment dans les statuts - article 4.CI, et dans le règlement intérieur de voirie ;

Vu les conventions relatives à l'« entretien courant des trottoirs, bordures et accessoires des voiries situées en agglomération », passées entre la Communauté de communes et les communes du territoire ;

Vu l'avenant n° 1 à la convention concernant la voirie communautaire et en particulier l'entretien courant des accotements et de leurs accessoires – traitement phyto, dont le principe de signature a été validé en Conseil Communautaire le 16 décembre 2011;

Considérant la mise en place progressive depuis 2012 dans les communes d'une gestion différenciée des espaces verts, des trottoirs et accessoires de voiries situés en agglomération;  
Considérant l'utilisation de techniques alternatives dont l'objet vise à ne pas appliquer à tous les espaces la même intensité ni la même nature de soins; voir à supprimer définitivement le recours aux produits phytosanitaires;

Considérant le désengagement progressif, depuis la mise en place de la convention initiale, de la Communauté de Communes à exercer sa compétence en matière de traitement phytosanitaire des espaces minéralisés en agglomération sur la totalité des communes;

Attendu que la meilleure réactivité dans ce domaine reste la réactivité communale;

Considérant le projet de confier aux communes, sous forme d'avenant n° 2 à la convention précitée, la gestion des traitements désherbants, et de supprimer la prise en charge financière annuelle de la Communauté de Communes;

Communes	Reversement libre
AMECOURT	0.00 €
AUTHEVERNES	204.00 €
BAZINCOURT sur EPTE	474.53 €
BERNOOUVILLE	303.73 €
BEZU-ST-ELOI	2 589.74 €
Dangu	850.90 €
GISORS	15 295.74 €
GUERNY	123.80 €
HEBECOURT	908.21 €
MAINNEVILLE	216.89 €
MESNIL SS VIENNE	22.66 €
NEAUGLES ST MARTIN	1 036.28 €
NOYERS	473.11 €
ST-DENIS-LE-FERMENT	188.59 €
SANCOURT	148.55 €
VESLY	959.76 €
<i>TOTAL TTC / ANNEE</i>	23 797.39

Considérant les réunions tenues les 3 et 10 novembre 2015 entre le Président et les Vice-présidentes et ayant fixé cette orientation budgétaire de non remboursement du traitement phytosanitaire dont l'impact est calculé à 23 797.19€ sur la base des tarifs 2015 pour équilibrer le Budget Primitif 2016;

Vu l'avis du Bureau communautaire en date du 24 novembre 2015 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 6 votants, décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 2 à la convention relative à l'entretien courant des trottoirs, bordures et accessoires des voiries situées en agglomération avec la communauté de communes ;

**ADOpte** à l'unanimité la présente délibération

*Délibération 3/2016*

5 - OUVERTURE ANTICIPEE DE CREDITS EN INVESTISSEMENT

Dans le cadre de la continuité du service public, l'exécutif peut, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le vote du budget, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, sous réserve d'une autorisation spéciale de l'organe délibérant et dans la limite du quart de crédits d'investissements ouverts dans l'année budgétaire précédente (art. L1612-1 du CGCT).

Cette mesure ne concerne pas les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette qui viendrait à échéance avant le vote du budget et pour lesquels l'exécutif a de droit de les mandater.

Sur cette base, il convient d'autoriser l'ouverture anticipée en dépense d'investissement pour l'exercice 2016 des crédits suivants :

Chapitre	Total des crédits ouverts au BP 2015	Ouverture anticipée des crédits d'investissements 2016
204	35 884.00	8 971.00
21	55 000.00	13 750.00
23	22 106.24	5 526.56

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE l'ouverture anticipée de crédits d'investissement

**ADOpte** à l'unanimité la présente délibération

*Délibération 4/2016*



## 6 - TRAVAUX SIEGE

Monsieur le Maire expose au conseil, que le SIEGE envisage d'entreprendre des travaux sur le réseau de distribution d'éclairage public : l'Horloge Astronomique

Conformément aux dispositions statutaires du SIEGE et aux règlements financiers dudit EPCI, la réalisation de l'opération est subordonnée à l'accord de la commune qui s'exprime sous la forme d'une contribution financière telle que détaillée dans la convention ci-après annexée.

Cette participation s'élève à :

En section d'investissement : 266.67€

Les participations communales estimées sont ajustées à la clôture de l'opération sur la base la base du coût réel des travaux .

Les modifications du projet initial donnant lieu à d'éventuels compléments de participation communale seront examinées par voie d'avenant à la présente.

A l'achèvement des travaux, la somme due fait l'objet d'un titre de recettes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE :

- Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière annexée à la présente,
- L'inscription des sommes au Budget de l'exercice, au compte 20415 en section d'investissement

ADOpte à l'unanimité, la présente délibération.

*Délibération 5/2016*

## 7 - F.P.U. - Instauration du régime de Fiscalité Professionnelle Unique

Vu l'article 1379-0 du Code Général des Impôts (CGI) qui dispose des conditions dans lesquelles un Etablissement de Coopération Intercommunale est susceptible d'être soumis au régime, de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) ;

Vu l'article 1609 nonies C du CGI autorisant les Etablissements de Coopération Intercommunale à instaurer le régime de FPU ;

Vu l'article 1638-0 bis du CGI expliquant les conditions dans lesquelles un EPCI issu de fusion est susceptible d'être soumis au régime de la FPU.

Considérant qu'en optant pour le régime de la Fiscalité Professionnelle Unique par délibération prise avant le 31 décembre 2015, la Communauté de Communes percevra en lieu et place de ses communes membres dès 2016 :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE);
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises;
- Les Impôts Forfaitaires sur les Entreprises de Réseau;
- La Taxe Additionnelle au Foncier Non-Bâti (ex parts régionales et départementales);
- La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM);
- L'Allocation Compensatrice « suppression salaires TP »;
- L'Allocation Compensatrice « réduction des recettes TP »;

Considérant que la Communauté de Communes reversera mensuellement aux communes membres une Attribution de Compensation correspondant à la fiscalité communale transférée minorée, le cas échéant, de l'évaluation des charges également transférées des communes vers la C de C ;

Considérant que la Communauté de Communes adoptant la fiscalité professionnelle unique peut conserver également sa fiscalité additionnelle sur les trois taxes à savoir la taxe d'habitation, la taxe sur le foncier bâti et la taxe sur le foncier non bâti (qui se cumulera avec la FPU);

Considérant les résultats de l'étude réalisée sur l'opportunité du passage en fiscalité professionnelle unique ;

Vu la délibération 2015119 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2015 décidant d'instaurer le régime de Fiscalité Professionnelle Unique et des 3 taxes additionnelles, soit la Fiscalité mixte, à compter de 2016 ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE la délibération 2015119 de la CdC.

ADOPTE à l'unanimité, la présente délibération.

*Délibération 6/2016*

#### 8 - Participation des Frais de Transports Scolaires du midi :

Vu la loi n° 82.1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des Transports Intérieurs et vu la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'ETAT.

Considérant que le Conseil Départemental de l'Eure, autorité Organisatrice de 1<sup>er</sup> rang en matière de transports scolaires, à décider de déléguer cette compétence à des Autorités Organisatrices de 2<sup>ème</sup> rang, à savoir à des communes ou des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (Communauté de Communes ou Syndicats Intercommunaux ;

Vu la décision n° 2015053 en date du 18 août 2015 validant la convention de délégation de compétence entre la Cde C de Gisors Epte Levrière et le Conseil Départemental de l'Eure, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015 ;

Considérant que pour les groupes scolaires ne disposant pas de cantine, les élèves sont transportés par la Communauté de Communes sur les lieux de restauration le midi ;

Considérant que le Conseil Départemental de l'Eure ne rembourse que 50% de ces coûts à la Communauté de Communes (hors frais de personnel) ;

Vu les réunions tenues les 3 et 10 novembre 2015 entre le Président et les Vice-Président(e)s et ayant décidé de mettre en charge des communes et SIVOS concernés les 50% de ces coûts de transports non pris en charge par le Conseil Départemental de l'Eure ;

Vu l'économie réalisée par la Communauté de Communes, sur la base des prix pratiqués par le transporteur en 2015 (sans tenir compte des révisions de prix), à environ 20 200€, répartis comme suit :

- 1360€ pour la commune de Bernouville
- 4 870€ pour la commune de Bézu-Saint-Eloi
- 2 760 € pour la commune de Dangu
- 3 730 € pour le SIVOS de Vesly
- 7 500 € pour le SIVOS de Mainneville

Vu la délibération 2015117, du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2015 décidant d'approuver que les 50% des frais de transports scolaires du midi des élèves sur les lieux de restauration non subventionnés par le Conseil Départemental seront pris en charge financièrement par les communes ou SIVOS concernés ;

Considérant que la commune d'Amécourt dépend du SIVOS de Mainneville et que la somme mise en charge au SIVOS, pourra lui être répercuté selon la modalité de répartition des communes ;

Vu l'ensemble de ces éléments ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ACCEPTE la délibération 2015117 de la Communauté de Communes Gisors Epte-Levrière

ADOpte à l'unanimité, la présente délibération.

*Délibération 7/2016*

#### QUESTIONS DIVERSES

##### Réhabilitation Station de pompage au Lavoir :

Le conseil municipal décide d'organiser une réunion spéciale avec Mr LETIERCE, Président du SAEP d'Hébécourt, afin de prendre une décision quant au devenir de la station.

#### REFERENT DE LA SALLE DE FETES

Mr le Maire informe le conseil municipal, que désormais, Me Céline GIRARDIN prend en charge la gestion de la salle des fêtes (Visites, remise des clés, état des lieux, ...).  
Mr DRIEUX, régisseur de recettes, assure l'encaissement des locations.

#### Voisins Vigilants

Mr Arnaud DESCHARLES informe le conseil municipal que la commune adhère à « VOISINS VIGILANTS »

Se regrouper entre voisins pour veiller à la sécurité réciproque des uns et des autres, c'est l'objectif de cette adhésion.

Une réunion d'information pour les habitants va être programmée, afin d'inciter un maximum d'Amécourtois à s'inscrire dans cette démarche.

#### Contrat Saisonnier

Un contrat saisonnier avec des horaires variables selon la saison va être établi à Mr GAILLARD, pour l'entretien courant de la commune.

La séance est levée à 20 heures 15 .

Alain BEAL

Arnaud DESCHARLES

Christian DE GROOTE

~~Delphine DENEL~~

~~Guillaume DOLE~~

Jean-Mairie BLANQUET

Cyril DOYEN

~~Xavier DRIEUX~~

~~Gwendolyne GERMOND~~

Roger TAUPELET

~~Pascal VINCENT~~